



ARCHIWUM  
LEGIONÓW  
i N. K. N.

Nr 489

ET

# LA GUERRE

LETTRE OUVERTE

adressée à la 2<sup>me</sup> conférence socialiste  
internationale tenue en Hollande en mai 1916

Edition du journal social-démocrate ukrainien « Borotba »

LAUSANNE

1916



L'UKRAINE ET LA GUERRE



---

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

---

489

Ng. 381

# L'UKRAINE

ET

# LA GUERRE

---

LETTRE OUVERTE

adressée à la 2<sup>me</sup> conférence socialiste  
internationale tenue en Hollande en mai 1916

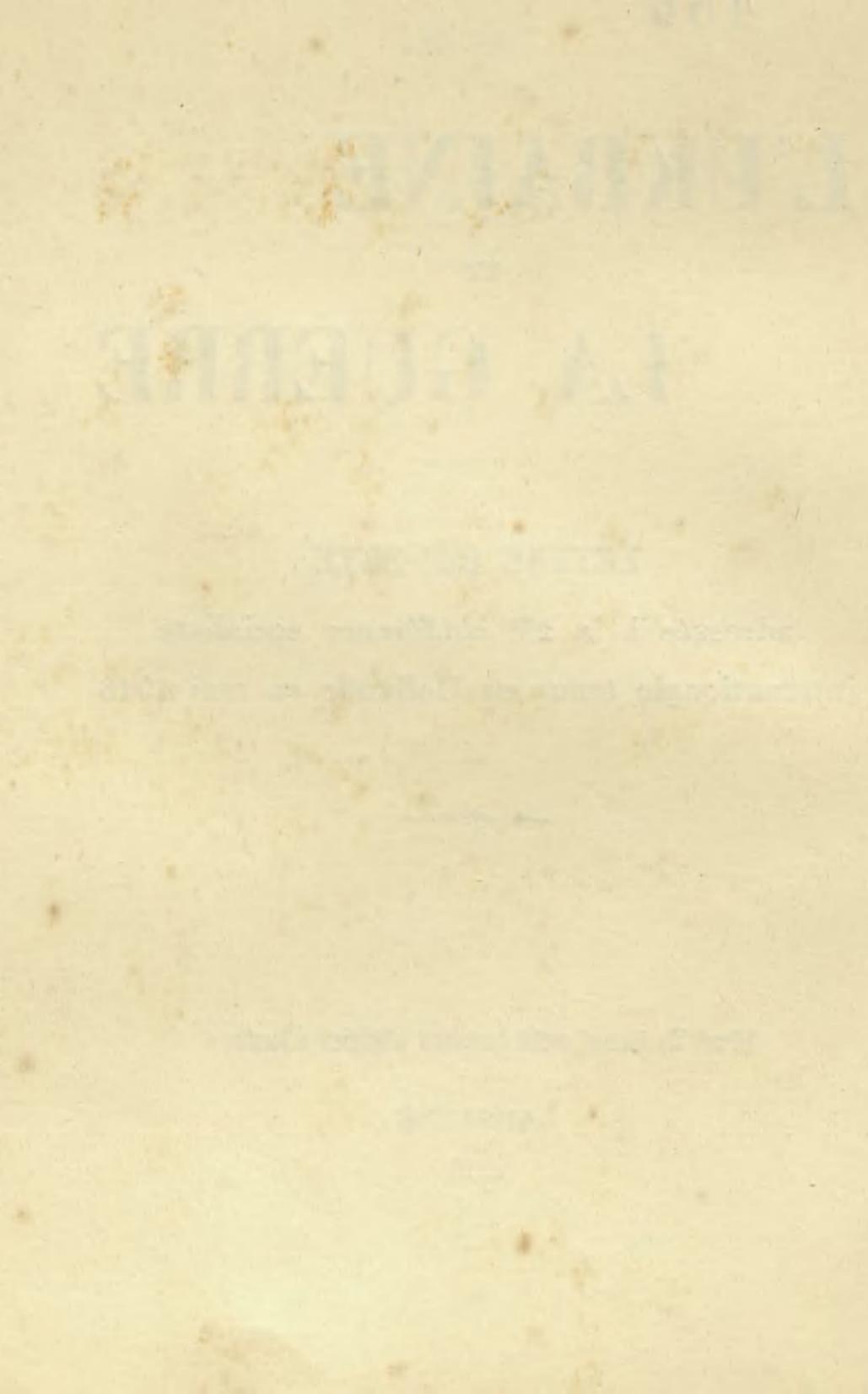
---

Edition du journal social-démocrate ukrainien « Borotba »

---

LAUSANNE

1916



La lettre ouverte qui suit est un rapport présenté à la 2<sup>me</sup> conférence socialiste internationale, tenue en Hollande en mai 1916, par la rédaction du journal social-démocrate ukrainien *Borotba* (La lutte) qui paraît depuis le commencement de 1915 à Genève.

Le groupe du parti social-démocrate ouvrier ukrainien qui fait éditer ce journal représente les idées du socialisme révolutionnaire dans le mouvement ouvrier ukrainien en Russie. Ce groupe poursuit actuellement le but d'agir contre la démagogie « libératrice » impérialiste et aspire, d'accord avec le mouvement internationaliste de tous les pays, à organiser la lutte du prolétariat ukrainien contre la guerre.

---



# L'Ukraine et la guerre

---

## LETTRE OUVERTE

adressée à la 2<sup>me</sup> conférence socialiste internationale, tenue en Hollande, par la rédaction du journal « Borotba » (La Lutte) édité à Genève par un groupe de membres du Parti ouvrier social-démocrate ukrainien de Russie.

---

CAMARADES,

La question ukrainienne est une des questions nationales à laquelle la démocratie européenne s'est jusqu'ici très peu intéressée.

Cependant, ces dernières années, après la révolution russe et surtout durant la guerre mondiale actuelle, cette question a commencé à jouer un rôle considérable dans la vie intérieure de la Russie et de l'Autriche, et elle sera mise sans doute à l'ordre du jour, lorsque l'Europe s'occupera de la liquidation de la guerre actuelle.

C'est pourquoi, camarades, notre groupe socialiste démocrate ukrainien de Russie croit qu'il est de son devoir d'exposer devant vous, quoique brièvement, la question ukrainienne dans l'espoir

que vous tiendrez compte de nos considérations dans les débats et les décisions prises par la conférence.

## I

L'histoire de l'Ukraine fut peu heureuse. Le pays ukrainien était sur la route des peuples asiatiques émigrant vers l'ouest. Ce fait empêcha l'Ukraine de jouir, durant de longs siècles, d'une vie tranquille, de s'organiser librement, ce qui la fit tomber sous la domination des États avoisinants. C'est ainsi qu'elle appartient à l'État lithuanien jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle, puis, lorsque la Lithuanie fut unie à la Pologne, elle fut annexée à cette dernière. La domination polonaise pesa si lourdement sur le peuple ukrainien que l'Ukraine, qui avait tout de même réussi aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles à augmenter son territoire et à s'organiser militairement, se souleva au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle et après une longue guerre de libération menée par les Cosaques, se sépara de la Pologne et s'organisa en une république cosaque indépendante. Cependant, les circonstances obligèrent l'Ukraine menacée par ses voisins — Polonais et Turcs — à se chercher un allié. Elle trouva cet allié dans l'État moscovite auquel la rattachait une religion commune, mais dont la séparait un despotisme féroce et une politique de centralisation à outrance

L'Union se fit en 1654, et l'Ukraine s'allia à Moscou comme État libre et indépendant, ayant sa propre armée. Malgré cette convention, l'État despotique de Moscou chercha immédiatement à restreindre la liberté de l'Ukraine en signant un accord avec la Pologne où elle lui livrait l'Ukraine occidentale (rive droite du Dniepr) qui venait de se libérer de la domination polonaise. Les soulèvements populaires de l'Ukraine orientale (rive gauche du Dniepr) contre le despotisme de Moscou furent réprimés par la force moscovite. Après une lutte de cinquante ans, terminée par la célèbre « trahison » de l'Hetman (chef) ukrainien Mazeppa, qui s'était joint aux armées suédoises et qui fut vaincu par l'armée du czar Pierre le Grand, un des derniers coups fut porté à l'indépendance ukrainienne par la destruction de l'organisation militaire cosaque autonome. Vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les derniers vestiges de son indépendance politique furent détruits. Après le partage de la Pologne, l'Ukraine occidentale fut annexée à la Russie, à l'exception de la Galicie attribuée à l'Autriche ; elle fut divisée en gouvernements et depuis lors écrasée par la bureaucratie russe.

La culture ukrainienne, qui avait atteint un développement considérable aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles parallèlement à la culture polonaise, et sous l'influence des civilisations de l'Occident et de la

Réformation, fut détruite par l'État moscovite despotique. La noblesse ukrainienne (les seigneurs), qui pendant les luttes contre la domination polonaise, avait montré tant d'énergie et d'amour pour la liberté, ne sut pas résister au centralisme russe, et finalement, en échange de titres de noblesse héréditaires et de richesses foncières, se soumit. Les masses populaires réagirent contre cette trahison des classes dirigeantes à la cause de la liberté ukrainienne, par une suite de cruelles et sanglantes rébellions, connues sous le nom de « Haydamatchina ». Mais cette longue suite de mouvements sociaux populaires fut étouffée dans les dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle par l'Empire russe qui introduisit le servage en Ukraine, la condamnant ainsi au silence pour longtemps<sup>1</sup>.

Durant toute la fin du XVIII<sup>e</sup> et la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècles, l'Ukraine, écrasée par la lourde domination du bureaucratisme russe, complètement privée de ses libertés de jadis, se soumit, résignée, à son sort. Cependant, dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, les idées libératrices de la philosophie et de la Révolution françaises, pénétrèrent en Ukraine où elles prirent une forme démocratique et slavophile, émaillée de romantiques traditions cosaques. L'Ukraine orientale, tout particulièrement, a produit un grand nombre d'écrivains

<sup>1</sup> B. Nolde. — L'Ukraine sous le protectorat russe. Paris 1915.

ukrainiens, qui s'occupèrent d'histoire et d'ethnographie, et qui ont laissé de nombreux travaux scientifiques. Mais le mouvement ukrainien ne se fit réellement jour en Russie qu'à l'époque dite libératrice, c'est-à-dire vers 1860, lorsque la Russie connut la grande renaissance sociale consistant en la libération des serfs et toute une série de réformes sociales. Mais tandis que la Pologne était secouée par des idées insurrectionnelles, les tendances libertaires se manifestèrent tout autrement en Ukraine. Les classes dirigeantes ukrainiennes, qui lors de la domination polonaise s'étaient fortement imprégnées de cette culture et qui n'avaient pas réussi à se créer une civilisation à eux suffisamment vaste, après leur libération, se russifièrent si rapidement après l'annexion de l'Ukraine, que vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, ces classes se trouvèrent séparées du peuple par une barrière infranchissable, formée par la culture étrangère au peuple, et elles ne purent s'intéresser aux questions d'intérêt national. En conséquence, les intellectuels ukrainiens de cette époque, ne pouvant gagner à leur cause les hautes classes sociales, s'approprièrent des idées à tendance *démocratique*. Leur nationalisme, exempt d'idées séparatistes et insurrectionnelles, se traduisit plutôt par leur aspiration à libérer les serfs, à les élever dans l'éducation nationale et à les unir.

Les tendances nationales révolutionnaires de la noblesse avaient disparu depuis longtemps dans le peuple ukrainien, aussi la renaissance ukrainienne de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle prit-elle du premier coup la forme d'un mouvement *bourgeois*. Les romantiques traditions cosaques ne furent que des « débris d'antan », qui l'empêchèrent pourtant de s'embourgeoiser totalement et de prendre position dans ce sens, vis-à-vis de l'Empire russe et de son régime.

Tandis que chez d'autres peuples opprimés, tels que les Tchèques, ou même les Ukrainiens d'Autriche, la transition du développement national allant du caractère insurrectionnel de l'ancienne noblesse à la forme bourgeoise et démocratique moderne coïncidait avec la démocratisation de l'État souverain, ce ne fut pas le cas pour l'éveil ukrainien en Russie. Cet éveil à tournure bourgeoise et démocratique y prit naissance sous un régime absolutiste et resta le même durant un demi-siècle jusqu'à la révolution russe. Ce fait donna à la renaissance ukrainienne en Russie un caractère d'une passivité et d'une impuissance extraordinaires, car elle fut privée pendant longtemps d'un régime constitutionnel libre, absolument indispensable à tout mouvement moderne bourgeois et national.

C'est pourquoi le mouvement ukrainien se mani-

féta si faiblement. Il était trop en retard dans son développement, comparé à celui des peuples sujets de l'Autriche qui jouissaient depuis longtemps de la liberté politique, car les voies lui furent fermées par le centralisme despotique russe.

En outre, le czarisme russe a toujours été très hostile au mouvement ukrainien et a toujours recouru dans sa lutte contre ce mouvement à des mesures d'oppression très sévères. Cela s'explique par le rôle que l'Ukraine a joué dans la fondation de l'Empire russe. L'État moscovite ne put se transformer en Empire russe qu'après l'annexion de l'Ukraine, dont il prit même l'ancien nom « Rouss ». Ce n'est qu'après s'être emparé des « terres noires » ukrainiennes et des rives de la mer Noire que l'État moscovite, qui occupait la partie septentrionale de la Russie actuelle et qui ne possédait pas de richesses naturelles considérables, put prendre part à la vie économique mondiale et devenir l'Empire russe actuel. Et le despotisme moscovite sut si bien exploiter l'Ukraine et désorganiser sa population qui menait une vie intense et ardente, il sut si bien russifier les classes ukrainiennes dirigeantes que, finalement, l'État moscovite réussit dans sa politique officielle : traiter le peuple ukrainien comme ne faisant qu'un avec le peuple russe.

La nation ukrainienne forme avec les Russes une

écrasante majorité en Russie, et c'est cette majorité qui est l'appui de la grandeur du czarisme et de l'impérialisme russes. Mais si la nationalité ukrainienne revenait à la vie, secouant le joug russificateur et formant un organisme indépendant, la nationalité russe ne serait qu'une minorité de 43 0/0 dans l'Empire. Il est compréhensible que le czarisme russe ait peur d'une semblable perspective, et voici pourquoi il se montre constamment si entièrement et si foncièrement opposé à tout mouvement ukrainien.

Nous avons déjà constaté que le mouvement ukrainien moderne commença à se développer vers 1860. Il se manifesta à cette époque par le désir pacifique d'organiser *l'instruction ukrainienne populaire*. On fonda à cette occasion dans différentes villes de l'Ukraine, et principalement à Kiev, sa capitale, des écoles dites « du dimanche ». L'instruction y était assurée surtout par la jeunesse des hautes écoles, qui en même temps éditait des livres d'instruction générale pour le peuple, publiés dans sa langue maternelle. Mais le czarisme s'éleva immédiatement contre cette manifestation inoffensive du mouvement ukrainien. En 1863, on interdit la publication d'œuvres littéraires ukrainiennes destinées au peuple et le ministre Waloueff déclara que « la langue ukrainienne n'existait pas, n'avait jamais existé et n'existerait

jamais » ! Les écoles du dimanche furent fermées l'année suivante. Cette persécution découragea et affaiblit considérablement le jeune mouvement ukrainien. Mais le gouvernement czariste n'en resta pas là. A la veille de la guerre contre la Turquie, entreprise au nom de la « libération des Bulgares », un ukase interdit totalement, en 1876, toute publication en langue ukrainienne<sup>1</sup>.

Après cet ukase, le mouvement ukrainien fut

<sup>1</sup> Nous publions « in extenso » ce honteux document :

« S. M. l'Empereur a daigné ordonner le 18/30 mai écoulé (1876) :

1. D'interdire l'importation dans les limites de l'Empire russe, sous autorisation spéciale de l'Administration Supérieure chargée des affaires d'imprimerie, de tous les livres ou brochures édités à l'Étranger en idiome petit-russien.

2. L'impression et l'édition dans l'Empire d'œuvres originales ou de traductions dans cet idiome sont interdites, à l'exception : a) des documents et monuments historiques, b) des œuvres de belles-lettres, à condition toutefois que l'orthographe des originaux soit absolument respectée pour la publication d'œuvres historiques et que pour les œuvres de belles-lettres il ne soit toléré aucun écart de l'orthographe russe généralement adoptée. La publication d'œuvres de belles-lettres ne peut être autorisée par l'Administration principale, chargée des affaires de l'Imprimerie, avant que le manuscrit ne soit examiné.

3. Interdire également toute représentation théâtrale ou conférence faite en idiome petit-russien, ainsi que la publication en cet idiome de textes musicaux.

*Le Chef de l'Administration principale  
chargée des affaires de l'Imprimerie :*  
GRIGORIEFF.

Michel Dragomanov. — *La littérature ukrainienne proscrite par le gouvernement russe.* Rapport présenté au Congrès littéraire de Paris 1878.

privé d'imprimés et perdit presque totalement toute possibilité de manifester son existence dans les formes légales, jusqu'à la révolution, soit pendant *trente ans* complets. Si étrange que cela paraisse, cette sauvage dérision de l'Ukraine ne provoqua aucune réaction de la part des leaders ukrainiens.

Malgré le caractère pacifique du mouvement ukrainien, les intellectuels de 1860 étaient cependant imbus d'un idéal politique déterminé, dont le représentant le plus en vue fut l'Association « Bratstvo (Fraternité) de Cyrille et Méthode » fondée en 1840. Cette Association compta parmi ses dirigeants le poète Chevtchenko, le savant écrivain Koulich et le célèbre historien Kostomarov. Le « Bratstvo », dont le but était la suppression du servage, avait un caractère slavophile, lequel, contrairement à la slavophilie russe, toujours imbue de panrussisme centralisateur, préconisait une fédération slave dont aurait fait partie une Ukraine libre.

Le gouvernement russe apprit très rapidement l'existence de ce « Bratstvo » et le traita durement : Chevtchenko fut déporté en Sibérie pour de longues années, avec défense d'écrire ; on interdit à Koulich et à Kostomarov de résider en Ukraine. Mais leurs idées ne périrent point, elles animèrent les patriotes ukrainiens de 1860 et spécialement la jeunesse adonnée à l'instruction populaire. Cepen-

dant ces idées n'étaient nullement révolutionnaires, et, grâce à la répression, et notamment à la loi de 1876, les leaders ukrainiens renoncèrent très rapidement à leur idéal politique, cédant au czarisme sur toute la ligne.

Le plus autorisé des chefs du mouvement ukrainien de 1860, M. Dragomanov, professeur à l'Université de Kiev, émigré en Suisse, consacra sa vie à l'idée de la libération ukrainienne. Ce fut en vain qu'il exhorta ses compatriotes à lutter contre le czarisme, à éditer dans la Galicie libre des journaux ukrainiens révolutionnaires, qui seraient répandus dans l'Ukraine russe : ses appels ne furent pas entendus. Les chefs ukrainiens, en Russie, ne surent que soumettre en masse à la censure des manuscrits ukrainiens que l'Administration principale refusa à plusieurs reprises de laisser imprimer. Le mot d'ordre fut : « Se concilier le gouvernement ». Les chefs ukrainiens connus envoyaient des rapports à Saint-Pétersbourg, sollicitant le gouvernement de leur permettre de s'occuper de l'instruction populaire, l'assurant que cette concession affaiblirait les éléments révolutionnaires du mouvement ukrainien, qui garderait un caractère exclusivement légal. On exprima également l'opinion qu'il fallait laisser aux Russes la lutte politique en Russie et que les Ukrainiens devaient limiter leur activité à l'éducation du peuple et rester étrangers à

toute politique. Mais quelle que fût l'humilité des bourgeois ukrainiens, le czarisme continua à persécuter avec une froide et intransigeante persévérance toute manifestation ukrainienne, si inoffensive fût-elle ; on fut même obligé de chanter les chansons ukrainiennes, dans les concerts, traduites en français.

Ainsi le mouvement ukrainien bourgeois aspirant à un régime constitutionnel et libre, en vue d'organiser la nation renaissante, fut placé, par un concours de circonstances, dans de telles conditions que toute activité et toute initiative politiques furent sans résultat. Ce mouvement bourgeois se sépara des masses populaires et fut réduit à des manifestations ultra-anodines, telles que l'édition d'un journal paraissant à Kiev en langue russe et consacré au passé ukrainien, ou bien des représentations théâtrales, qui jouirent de quelque liberté à partir de 1880.

Le mouvement ukrainien bourgeois se distingua dans ce cas, et à un très haut degré, par un trait commun à tous les mouvements bourgeois modernes des nations opprimées. Ces mouvements ne portent aucun des caractères propres aux révolutions bourgeoises de l'Europe occidentale. Représentant les intérêts des *classes moyennes* à leur origine, les mouvements bourgeois chez les nations opprimées font une politique sans principes, une

politique de compromis avec les Etats contemporains qui, en définitive, sont une puissance qui garantit le développement capitaliste des nations opprimées, car le centralisme des grands empires peut retarder le développement d'une nation quelconque, mais non l'arrêter définitivement.

La révolution de 1905 fut l'agent puissant obligeant l'Ukraine à sortir de son inaction. La période précédant la révolution, dans les premières années de ce siècle, joua surtout un grand rôle. Dès la fin de la dernière décade du XIX<sup>e</sup> siècle, le mouvement gréviste des ouvriers provoqua, parmi la jeunesse ukrainienne des écoles, la fermentation des esprits. Cette fermentation, activée d'une part par la littérature socialiste russe et d'autre part par les œuvres révolutionnaires de Dragomanov, amena la jeunesse à condamner avec indignation et fermeté l'ancienne tactique loyaliste des chefs du mouvement ukrainien. A l'Université de Kharkov, où les travaux historiques et ethnographiques des professeurs avaient jeté au commencement du siècle dernier la base du mouvement ukrainien de 1860, se forma au commencement de notre siècle, mais cette fois parmi les étudiants, un groupe de révolutionnaires et de socialistes ukrainiens, très énergiques, qui fondèrent en 1900 le *Parti Révolutionnaire Ukrainien* et dont l'apparition fut le point de départ d'une

période nouvelle dans le mouvement ukrainien.

Ce parti rompit d'un coup avec toutes les traditions des anciens dirigeants du mouvement ukrainien. Il inaugura son activité directement dans le peuple, faisant usage d'une abondante littérature éditée dans l'Ukraine autrichienne. Cette littérature importée par contrebande en Russie par dizaines de kilos se répandit très rapidement dans toute l'Ukraine. Ces journaux et brochures intéressant vivement les masses des travailleurs étaient lus par eux avec enthousiasme, très heureux d'apprendre la vérité socialiste dans des ouvrages imprimés pour la première fois en leur langage de « moujik ». Le parti révolutionnaire ukrainien fut donc le premier à enfreindre hardiment et ouvertement l'ukase de 1876, interdisant d'imprimer en ukrainien.

Bien que par son activité dans les milieux paysans le Parti révolutionnaire ukrainien rompît les traditions des social-démocrates russes, qui s'intéressaient à cette époque non pas au peuple des campagnes, mais au prolétariat de l'industrie, il ne suivit pourtant pas la tactique du mouvement révolutionnaire, connu sous le nom de « Narodnitchestvo », et s'en tint constamment à la propagande des *classes*, s'adressant aux ouvriers des campagnes et organisant leur mouvement gréviste. Dans ce domaine, le succès du Parti révolutionnaire ukrainien fut considérable, et c'est à lui, en grande

partie, qu'est dû le mouvement gréviste de 1903 dans les gouvernements de Poltava et de Kharkov, qui fut un des prodromes de la Révolution en Russie.

Or le Parti révolutionnaire ukrainien était un parti socialiste. Mais il ne le devint théoriquement et par son programme, qu'à la veille de la Révolution, lorsque son activité se manifesta également dans le sein du prolétariat des villes. Un second congrès constitutif du Parti révolutionnaire ukrainien eut lieu en 1905 et adopta le programme maximum d'Érfurt des social-démocrates allemands, le programme minimum de la social-démocratie russe. Il exigea en outre l'autonomie démocratique pour le territoire compris dans les limites ethnographiques de l'Ukraine, ainsi que des garanties légales pour le libre développement des minorités nationales, établies sur son territoire. Le principe de l'organisation nationale fut également admis sur le modèle de l'organisation de la social-démocratie autrichienne. Pour ce qui est de la tactique, le Parti révolutionnaire ukrainien occupa au congrès la même place que l'aile gauche de la social-démocratie russe (bolcheviki) et au lieu de s'appeler *Parti révolutionnaire ukrainien* prit le nom de *Parti ouvrier social-démocrate ukrainien*, nom sous lequel il existe encore aujourd'hui et auquel appartiennent les auteurs de cette lettre.

Le rôle qu'a joué le jeune mouvement socialiste ukrainien dans la renaissance nationale est très significatif. Ce mouvement a lié la question de la libération nationale à tous les problèmes de la libération des classes du prolétariat ; il a élevé cette question jusqu'aux plus hauts problèmes politiques ne pouvant être résolus qu'au moyen de la lutte démocratique, par le développement de l'antagonisme des classes dans la société ukrainienne. Ainsi a marché le socialisme ukrainien, suivant jusqu'à ces derniers temps toujours la même voie, confirmant par là l'indubitable vérité que dans tout mouvement libertaire contemporain, politique ou national, — tous deux solidaires et résultant d'une même évolution qui est la transformation des états féodaux en états capitalistes modernes, — la classe ouvrière apparaît comme l'unique puissance révolutionnaire et démocratique. C'est ainsi en effet que s'est manifesté le mouvement socialiste ukrainien, qui s'est développé en luttant côte à côte avec le mouvement ouvrier de toute la Russie.

Le mouvement ukrainien bourgeois adopta une tout autre tenue vis-à-vis de la révolution. Durant la période précédant celle-ci, lorsque les forces révolutionnaires s'organisaient, le mouvement ukrainien bourgeois, qui s'était détourné avec mépris du socialisme ukrainien, forma, il est vrai, deux partis libéraux (démocratique et radical), mais ces

partis se tinrent cois jusqu'à la fin de la révolution. En 1905 parut ouvertement le premier journal ukrainien en Russie, et quoique ce journal fût supprimé, malgré la libération de la presse russe, une presse ukrainienne plus ou moins libre put subsister dès 1906, bien que la censure lui créât par la suite plus de difficultés qu'à la presse russe.

L'année 1906 vit le retour à la réaction et l'affaiblissement graduel du mouvement socialiste en Russie en général, et en Ukraine en particulier. Le mouvement ukrainien bourgeois se mit par contre à se développer considérablement, profitant des libertés obtenues par la révolution, mais pour l'obtention desquelles il n'avait rien fait. En l'automne 1906, un grand mouvement se fit jour parmi la jeunesse, en vue d'obtenir la nationalisation de l'instruction supérieure, et une campagne de pétitions lancées à cet effet réunit plus de dix mille signatures. A partir de ce moment le mouvement ukrainien s'imprégna d'idées bourgeoises, le socialisme perdit son attraction antérieure et l'antagonisme des partis déclina. Pour achever cette évolution les partis ukrainiens bourgeois se fusionnèrent en un seul et déclarant en 1907 que leur presse ne poursuivait aucune lutte de parti, ils invitèrent les journalistes socialistes à collaborer avec eux. La majorité de ceux-ci acceptèrent volontiers cette invitation.

Cependant le mouvement ukrainien avait acquis une telle vigueur durant la révolution, qu'il fut représenté aux deux premières Douma par deux grands groupements à tendances progressistes. Ces groupements se trouvaient sous l'influence des partis bourgeois, sans en être les représentants directs. La loi du 3 juin 1909 limitant les droits d'électeur fut appliquée en Ukraine de telle façon qu'il n'y eut plus de députés ukrainiens à la Douma. En outre le mouvement socialiste s'affaiblissait de jour en jour. Les socialistes intellectuels passaient en masse dans les rangs du mouvement bourgeois, bien que ce dernier, après la victoire définitive de la réaction, eût adopté le principe des « affaires réduites », c'est-à-dire qu'il renonçait entièrement aux revendications politiques. Le mouvement bourgeois s'intéressa successivement à la *coopération* qui unissait avant tout les classes moyennes à la recherche d'intérêts domestiques, et à l'organisation de sociétés d'instruction, dont le gouvernement empêcha constamment le développement. A côté de cette forme purement utilitaire, le mouvement bourgeois manifesta également une tendance littéraire moderniste, cherchant à s'affranchir du conventionnel de l'ancien « démocratisme » ukrainien ; ce mouvement avait préconisé le culte de l'individualisme, affectant un dégoût extrême et non déguisé pour le socialisme.

Ces deux traits nouveaux du mouvement ukrainien bourgeois contribuèrent à faire baisser le niveau de ses idées, bien qu'il continuât lentement à prendre de l'ampleur. Il revint au genre d'activité établi durant la sombre période de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette fois encore ce fut une complète soumission au czarisme, en vue d'une réconciliation et d'un accord avec lui. De son côté le gouvernement revint à son ancien système et pour exterminer le mouvement ukrainien, ferma les établissements d'instruction sous le moindre prétexte et pour empêcher la presse ukrainienne de pénétrer en province, persécuta les abonnés aux journaux. Le célèbre ministre Stolypine, assassiné à Kiev, déclara que « les tendances nationales et politiques du mouvement ukrainien étaient à ce point solidaires, qu'il était absolument impossible de les délimiter » et que même les sociétés d'instruction les plus innocentes étaient « antiétatistes », car « elles tendaient à développer des phénomènes centrifuges au sein même du peuple russe ». Cette déclaration de Stolypine, suivie d'une circulaire aux gouverneurs des provinces leur ordonnant de refuser l'enregistrement des sociétés d'instruction ukrainienne, et suivie également d'un redoublement de persécution, fut qualifiée par la presse gouvernementale de « *paroles d'or* ».

Mais la presse ukrainienne bourgeoise montra

une indifférence extraordinaire pour ces événements. Elle publia des articles affirmant que le gouvernement « ne connaissait pas » le mouvement et la question ukrainienne; qu'il ne se rendait pas compte de son importance au point de vue de la culture et que, bien que les pédagogues du monde entier eussent reconnu la nécessité de l'emploi de la langue maternelle dans l'enseignement, seul le gouvernement russe, refusant de tenir compte de cette vérité admise par le monde entier, faisait obstacle au développement de l'instruction parmi le peuple ukrainien, contrairement à l'intérêt général et à son intérêt propre, et semblait agir en vertu d'un malentendu. En réponse à ces assertions, répétées avec une obstination étonnante, le czarisme usait sans relâche de répressions nouvelles, auxquelles étaient favorables les libéraux russes, devenus très chauvins au cours de la réaction, et qui augmentaient les supplications de la presse bourgeoise ukrainienne.

Dans toutes ces circonstances la social-démocratie ukrainienne restait impuissante, bien que sa presse continuât à exister et à protester contre la politique de la bourgeoisie; mais vu le petit nombre d'organisations ouvrières (Kiev, Ekaterinoslav, Kharkov) et l'absence presque totale d'éléments intellectuels, il nous était difficile, malgré tous nos efforts, de battre en brèche l'influence

de la politique bourgeoise, qui aboutit finalement à une faillite politique complète et honteuse du mouvement ukrainien.

Cette faillite commença avec la guerre. Le gouvernement czariste, escomptant la conquête de l'Ukraine autrichienne pour « libérer » les « Russes » galiciens, supprima *toute* la presse ukrainienne dès les premiers jours de la guerre, fit fermer presque tous les établissements scolaires ukrainiens (à l'heure qu'il est tous sont fermés) et arrêta et déporta les hommes politiques ukrainiens les plus en vue. La situation resta indécise jusqu'à la fin de 1914, mais au début de l'année suivante, le général-gouverneur de Kiev interdit officiellement toute impression en langue ukrainienne ainsi que l'emploi de l'orthographe ukrainienne. On dit que le gouvernement considère cette interdiction comme équivalant au rétablissement de l'ukase de 1876, dont il se souvient et qu'il considère comme étant encore en vigueur. En tout cas, voici déjà deux ans que la guerre dure et que toutes les tentatives de rétablir la presse ukrainienne aboutirent à un fiasco.

Le seul organe représentant actuellement le monde ukrainien en Russie, à part la presse étrangère, est le journal « La Vie Ukrainienne », paraissant à Moscou, en langue russe, dont l'attitude, par rapport à la guerre, est patriote russe, et non politique et loyaliste au point de vue national.

De cette façon, le mouvement ukrainien en Russie se trouve dans une situation sans issue. Le conflit sanglant des grandes puissances sur le territoire du peuple ukrainien a causé sa complète ruine matérielle dans la totalité de l'Ukraine autrichienne et dans une partie de l'Ukraine russe occidentale. Mais outre cela, la guerre a porté le coup le plus dur au mouvement libérateur ukrainien, en lui supprimant tout ce qu'il avait acquis, soit au point de vue culturel, soit au point de vue politique.

## II

Ce qui prouve le mieux l'éclipse de la conscience socialiste, provoquée par la guerre européenne, c'est le large crédit que l'on fait dans certains milieux socialistes aux théories démagogiques mises en circulation dans les masses populaires pour leur faire dissimuler les buts véritables de la guerre de conquête. Les représentants du socialisme officiel n'avaient rien fait pour révéler aux peuples, envoyés à l'abattoir, les dessous odieux de la diplomatie européenne ; au contraire même, ils ont fait les leurs les théories ignobles créées par les dirigeants ; ils ont mis toute leur énergie, toute leur bonne volonté au service de la cause gouvernementale.

Mais cette faillite du socialisme officiel a pris

une étendue énorme chez les socialistes de l'Entente, surtout dans leur attitude envers la Russie despotique et envers le prétendu rôle que son gouvernement barbare est appelé à jouer dans la « guerre de libération ». Si on laisse de côté les malheureuses Belgique et Serbie, que les armes des Alliés devraient reconstituer dans leur intégrité, il ne reste surtout de tout ce bavardage que la Pologne, comme objet de libération pour le gouvernement du czar et de ses alliés. Le manifeste du grand-duc Nicolas Nicolaevitch sert de base sur laquelle on peut à loisir reconstruire le triomphe du droit et de la justice. Cette confiance aveugle et sans bornes, accordée par la démocratie de l'Entente aux promesses du chef de l'autocratie russe paraît quelquefois paradoxale et même incroyable, mais elle est malheureusement trop connue pour être contestée. Le régime le plus abject en Europe est devenu tout d'un coup, aux yeux des démocrates de l'Entente, le défenseur chevaleresque de toute la race slave; toutes les tortures infligées à la Pologne par le gouvernement russe au cours des siècles ont été oubliées. La prison des nationalités, comme on appelait couramment la Russie, a gagné en France et en Angleterre tous les cœurs affaiblis par l'amour des nations opprimées. Mais toute cette phraséologie sur le noble rôle de la Russie, qui a eu le défaut de cacher sous une forme grandiloquente l'intérêt

bien vulgaire des gens avides de conquête, n'a rien perdu en vigueur de nos jours, bien que le gouvernement russe ait tout fait pour compromettre sa réputation déjà suspecte et démontrer par sa politique réactionnaire le vide de ses promesses arrachées au début de la guerre. Oh, sans doute, les ministres russes ne risquent rien à lancer du haut de la tribune des foudres d'ironie aux Allemands qui ont fondé l'Université polonaise à Varsovie, mais les propos ironiques perdent beaucoup de leur valeur, tant que les députés polonais à la Douma ne sont pas disposés à prendre au sérieux les belles promesses de l'autocratie russe et lui reprochent sa politique hypocrite qui laisse subsister les anciennes inégalités entre les sujets de la Russie et les Polonais habitant l'empire, et feint d'ignorer les doléances de la population polonaise.

Or, les socialistes de l'Entente, aveuglés par leur nationalisme étroit, ne veulent rien savoir de la trahison du czarisme à ses engagements envers la Pologne au début de la campagne. Ils sont encore plus indifférents à la situation faite par le gouvernement russe au peuple ukrainien. L'opinion publique des Alliés n'a voulu voir dans l'autocratie moscovite qu'un grand Empire scellé par l'unité de race et de langue, à ressources d'hommes inépuisables dont les troupes victorieuses parcourent en marches foudroyantes la distance séparant Berlin

de Petrograd pour porter un coup mortel au « militarisme prussien ». On peut affirmer sans tomber dans l'exagération que c'est cette idée fausse qu'on a fait de la Russie chez les Alliés qui a déterminé leurs sympathies pour l'autocratie moscovite. Et malgré que ce rêve n'ait pas été réalisé et que le contraire se soit produit, malgré que le prestige militaire de la Russie ait été sérieusement ébranlé, on a continué néanmoins à la considérer en Occident comme un pays uni, indivisible, dont les territoires immenses sont peuplés par une grande nation « russe ». Il fallait voir la joie manifestée par la presse socialiste française au moment de l'occupation de la Galicie et de la Bukovine par les troupes russes. Elle voyait dans cet événement le triomphe de l'empire moscovite reconstitué enfin dans son unité nationale ; les Ukrainiens d'Autriche n'étaient pour les socialistes français que des « Russes » habitant au delà de la frontière. La presse anglaise de toutes les opinions qui consacrait avant la guerre de longs articles à la question ukrainienne, ne trouva rien de mieux que de passer sous silence les crimes du czarisme en Galicie. Ce n'est qu'après la défaite subie par les troupes russes en Ukraine autrichienne que la conduite scandaleuse du gouvernement de Petrograd en Galicie et en Bukovine fut jugée un peu plus sévèrement par les socialistes de l'Entente. Mais ce jugement s'inspirait d'autres

raisons que de la défense de l'Ukraine, ruinée et dévastée par les barbares de l'Orient. Si l'on reprochait à la Russie sa conduite en Galicie qui, d'après le mot célèbre du député libéral Maklakoff avait pris l'étendue d'un scandale européen, c'est parce que sa politique sauvage avait contribué à sa défaite militaire. Mais le sort malheureux de l'Ukraine en lui-même, l'atteinte portée aux droits du peuple ukrainien laissaient froids les socialistes de l'Entente<sup>1</sup>.

Ce complot du silence organisé par les Alliés autour de la question ukrainienne avait pour le gou-

<sup>1</sup> A ce propos, il serait bon de remarquer qu'après les victoires de l'armée russe en Asie Mineure, la question de la libération arménienne est venue à l'ordre du jour en France. Ainsi, le 10 avril a eu lieu à Paris un meeting, organisé par Anatole France, où les représentants du gouvernement et du parlement ont promis solennellement au peuple arménien de lui assurer la libération complète de son pays en reconnaissance du « dévouement qu'il témoigne à la cause des Alliés. »

Pour bien comprendre la légèreté et le peu d'importance de ces promesses qui expriment d'ailleurs la solidarité du gouvernement républicain français avec les intérêts impérialistes du czarisme russe, il suffit de rappeler ce que le député Milioukoff a exprimé à la Douma le 11 mars 1916 au sujet des Arméniens : « le sort de l'Arménie et de son peuple, a-t-il dit, nous est aussi cher et aussi proche que celui de tous les peuples qui ont souffert en se battant avec nous. Malheureusement il y a des raisons pour croire qu'en Arménie l'épopée de Galicie pourrait se reproduire. On peut constater qu'on commence à être peu scrupuleux avec les propriétés abandonnées par les habitants arméniens, déjà proclamées, on ne sait pourquoi, propriétés d'état ». Comment alors ne pas s'étonner des paroles d'Anatole France qui a dit au meeting que les armées alliées « combattent pour la justice et la liberté ? »

vernement russe l'avantage de lui laisser les mains libres dans sa lutte contre le mouvement national en Ukraine, mais en même temps il désarmait ce mouvement en diminuant considérablement sa force de résistance envers l'opresseur moscovite. Les hommes politiques de l'Ukraine russe considéraient toujours la Galicie comme un coin de terre où le peuple ukrainien aurait pu vivre en certaine liberté, ils savaient le prix des efforts faits par le gouvernement du czar pour s'emparer de l'Ukraine autrichienne, ils connaissaient la corruption semée par les agents moscovites pour atteindre ce but et en finir une fois pour toutes avec le danger ukrainien, cependant ils renonçaient à l'avance à toute résistance et sous la menace du poing de fer se berçaient de l'illusion que l'annexion de la Galicie par la sainte Russie amènerait le gouvernement russe à appliquer à tout le peuple ukrainien les mêmes garanties constitutionnelles dont l'Ukraine autrichienne jouissait sous la domination des Habsbourg. Ils ont payé très cher cette illusion ; sans pouvoir élever une seule protestation, ils se sont vus condamnés au rôle de témoins passifs et silencieux de la ruine du peuple ukrainien, de l'autre côté de la frontière.

La guerre d'aujourd'hui a mis à jour l'antagonisme existant entre le mouvement bourgeois en Ukraine et le régime politique russe. Il est incon-

testable que certains buts poursuivis dans cette guerre par la diplomatie russe correspondent au point de vue économique aux intérêts vitaux du capital ukrainien. Comme l'Ukraine par la fertilité de son sol tient le premier rang en Russie agricole et envoie tous les ans son stock énorme de céréales à l'étranger, comme le centre de la vie économique, d'après le témoignage des économistes russes, se déplace depuis quelque temps du nord au sud de la Russie, c'est-à-dire en Ukraine, la jeune bourgeoisie ukrainienne ne peut pas être indifférente au problème du passage libre à la Méditerranée. Or, être maître des Détroits, c'est le but suprême de toute la politique impérialiste russe.

Mais les aspirations du gouvernement russe ne s'arrêtent pas là. En dehors des visées sur Constantinople, l'autocratie moscovite cherche à s'emparer de la Galicie et de la Bukovine en vue d'en finir avec la nation ukrainienne. Il s'ensuit que le gouvernement du czar, voulant s'installer en maître à Constantinople, se met avec sa grande armée au service des intérêts économiques du capital ukrainien; mais d'autre part, sa poussée vigoureuse vers l'Autriche n'ayant d'autre but que la conquête de l'Ukraine autrichienne, elle menace l'existence nationale de toute l'Ukraine. Mettre des obstacles au réveil national de ce pays, c'est s'attaquer à son progrès économique, sacrifier les intérêts vitaux

du capital ukrainien, et laisser intacte la situation de colonie faite par la Russie à l'Ukraine. Le czarisme accomplit donc une double tâche : d'une part, il protège l'essor économique du capital en Ukraine ; d'autre part, il porte atteinte à tout son avenir, s'attaque à la Galicie qu'il considéra toujours comme son Piémont national.

Constantinople et la Galicie, l'impérialisme russe et l'Ukraine libre, tels sont les problèmes contradictoires que l'histoire pose à la bourgeoisie ukrainienne et qu'elle cherche à résoudre par la trahison à son idéal national. Elle préfère plutôt abandonner la vision de l'Ukraine libre et indépendante que sacrifier l'appât de son enrichissement. Passive, inerte devant le grand empire moscovite, elle lui tend la main, elle est prête à épouser tous les compromis, à se plier aux dures exigences de son conquérant et de son bourreau. Et pour que nos lecteurs puissent se rendre un compte exact de cette psychologie d'esclave, nous nous permettons de citer un passage, emprunté à la *Vie Ukrainienne*, seule revue qui continue à paraître après la suspension de toute la presse ukrainienne au début de la guerre :

« Les Ukrainiens, a déclaré avec une sorte de fierté ce journal, ne seront pas dupes des menées suspectes et de toutes sortes de provocations d'origine étrangère. Ils rempliront leur devoir jusqu'au

bout. Ils le rempliront non seulement comme des soldats sur le champ de bataille en lutte contre ceux qui ont provoqué la guerre et violé tous les droits de l'humanité, mais aussi comme de simples civils appelés à *contribuer dans la mesure de leurs forces à la grande tâche qui incombe à l'armée russe.*» (La guerre et les Ukrainiens, *La Vie Ukrainienne*, N° 7, Moscou.)

Nous croyons inutile de rechercher le caractère de cette « grande tâche » à laquelle la bourgeoisie ukrainienne se déclare liée par son devoir civique. Constantinople ou Galicie ? Le but que nous, socialistes ukrainiens, voulons poursuivre est tout autre. L'œuvre de la social-démocratie en Ukraine est de réveiller la conscience socialiste des exploités pour qu'ils puissent comprendre l'antagonisme existant entre leurs intérêts de classe et les visées agressives de l'impérialisme ukrainien. La seule réponse digne du socialisme serait la lutte à outrance contre le militarisme en Ukraine, qu'il soit « ukrainien » ou « russe », le triomphe de la démocratie comme seule garantie possible sous le régime capitaliste contre les massacres et les guerres impérialistes. La guerre horrible qui s'est abattue sur le monde doit faire comprendre aux travailleurs de l'Ukraine que c'est sa bourgeoisie nationale qui sacrifie les intérêts de la démocratie ukrainienne et permet au gouvernement russe de se conduire en maître en Ukraine

et de la garder dans ses griffes en état d'esclavage national et politique.

Mais la guerre d'aujourd'hui a mis en contact avec le problème ukrainien les hommes politiques des empires centraux. Et tandis que l'opinion publique des Alliés gardait sous silence toutes les manifestations de la vie nationale en Ukraine, et même niait l'existence du problème ukrainien, on se montrait très favorable en Autriche et en Allemagne à la question ukrainienne; la presse lui consacrait de longs articles; on en parlait beaucoup. Dès le début de la guerre, il s'est même fondé une ligue sous le nom de: « Ligue pour la libération de l'Ukraine ». Elle a été créée par quelques anciens socialistes, originaires de l'Ukraine russe, qui se sont attribué le droit de représenter l'Ukraine russe auprès des gouvernements des empires centraux. Des fonds spéciaux ont été mis à leur disposition par le gouvernement autrichien pour les engager à faire une propagande en faveur de la cause des empires centraux. Ce sont ces ressources peu avouables qui ont permis aux agents de la « Ligue pour la libération de l'Ukraine » de faire une tournée de propagande en Turquie et en Bulgarie, en les engageant, sous prétexte de porter secours à l'Ukraine opprimée, à intervenir dans le conflit du côté de la Duplice. C'est grâce à cette aide financière que les représentants de la Ligue purent, en qualité d'a-

gents payés par les empires centraux, sèmer la haine de guerre dans la population turque et bulgare.

Ce qui a consolidé la situation de la Ligue c'est l'accueil bienveillant qu'elle a trouvé chez les hommes politiques de l'Ukraine autrichienne. Pour expliquer cet état de choses, il faut savoir que si en Russie parmi les Ukrainiens « l'orientation russe » est très répandue, en Autriche (Galicie et Bukovine) tous les partis ukrainiens sont unis dans une seule organisation qui se place sous le drapeau de « l'orientation autrichienne ». Mais tandis qu'en Russie le loyalisme de la population ukrainienne, persécutée et crucifiée par l'autocratie moscovite, a un caractère purement platonique, le loyalisme ukrainien de l'autre côté de la frontière, attaché à la monarchie danubienne par des liens constitutionnels, a pris une forme agressive militariste et s'est signalé par une propagande en faveur de la guerre contre la Russie, guerre qui devrait aboutir à la reconstitution de l'Ukraine libre et indépendante.

Pourtant les garanties constitutionnelles dont les Ruthènes jouissaient en Autriche n'avaient pas empêché les Polonais de placer la population ukrainienne sous leur tutelle politique et administrative avec le consentement tacite du gouvernement de Vienne. Mais l'effervescence guerrière a fait oublier aux Ukrainiens d'Autriche la réalité des choses :

ils s'étaient imaginés que le seul but poursuivi dans cette guerre par les empires centraux était la libération de l'Ukraine et ils avaient mis toute leur bonne volonté et leur courage au service de l'impérialisme autrichien. Ils croyaient, par exemple, que deux mille volontaires ukrainiens, encadrés sous l'œil malveillant du gouvernement de Vienne dans l'armée autrichienne, versaient leur sang... pour la cause de l'Ukraine indépendante. Mais ce qui paraît le plus monstrueux, c'est l'énergie et l'enthousiasme déployés par la social-démocratie en Ukraine autrichienne dans la propagande de ces idées militaristes, c'est la faillite des socialistes ukrainiens devant les partis politiques bourgeois qui a fini même par une fusion des organisations socialistes avec leurs ennemis de classe.

Du reste, les derniers événements ont fait naître quelques doutes sur la valeur de ce programme chez les Ukrainiens d'Autriche. Les territoires de l'Ukraine russe (Volhynie et Cholm), d'une population de plus de deux millions, occupés par l'armée autrichienne, ont été soumis par l'ordre du gouvernement viennois à l'administration *polonaise* et allemande qui, sans se soucier des doléances légitimes des Ukrainiens, a procédé surtout à la fondation des écoles polonaises et a préféré avoir recours, dans les actes administratifs, plutôt au russe qu'à la langue ukrainienne. Cet exemple, pris entre beaucoup d'au-

tres, confirme les bruits qui courent actuellement sur le traité secret passé par les gouvernements de la Duplice au sujet de la reconstitution de la Pologne ; on prétend savoir, qu'en vertu de ce traité, celle-ci serait attachée à l'Autriche-Hongrie comme troisième État de la couronne des Habsbourg et qu'elle engloberait au sein de l'ancien État polonais la Lithuanie, avec la Russie Blanche, la Volhynie, la Podolie et la Galicie ukrainiennes. Il va sans dire qu'une telle solution du problème de la « reconstitution de l'Ukraine » inspire quelques craintes aux Ukrainiens d'Autriche qui se verraient, avec les Lithuaniens, les Blancs Russiens et quelques éléments de l'Ukraine russe, condamnés dans la Pologne régénérée à jouer le rôle de marionnettes entre les mains des puissances voisines. Ce rôle honteux d'élément destructif du nouvel État ne paraît pas trop s'accorder avec l'idéal de l'Ukraine libre. En outre, la Galicie ukrainienne est obsédée par les menaces d'annexion à la Russie, menaces qui provoquent une grande inquiétude chez les Ukrainiens d'Autriche.

Néanmoins les Ukrainiens autrichiens continuent à prêter leur concours à la « Ligue pour la libération de l'Ukraine », ne faisant qu'embrouiller la question ukrainienne ; ils l'embrouillent d'autant plus que l'activité de la Ligue n'a rencontré qu'un accueil froid en Ukraine russe. Les révélations faites

par notre journal sur les agissements honteux de la « Ligue pour la libération de l'Ukraine » et ses ressources financières puisées dans les fonds secrets des empires centraux, qui servirent de prétexte à une certaine presse française et surtout à la presse russe pour alarmer l'opinion publique par des cris déclamatoires de la « trahison » des Ukrainiens, ont entraîné les bourgeois ukrainiens à des déclarations de fidélité à l'autocratie moscovite.

Pendant l'action de la Ligue a eu quelques résultats positifs. C'est à elle qu'il faut attribuer l'intérêt manifesté en Allemagne au problème ukrainien par les cercles militaires, gouvernementaux et pangermanistes et surtout par les partisans de la guerre à outrance contre la Russie.

A la tête de ce mouvement se trouve P. Rohrbach, journaliste allemand bien connu au delà de son pays, le collaborateur le plus éminent du journal *Osteuropäische Zukunft*, publié à Munich par quelques sociétés récemment fondées sous le nom d'*Ukraine*, en vue de contribuer à la « libération » de ce pays. Il faut chercher l'origine de ce mouvement dans l'antagonisme économique russo-allemand qui a donné naissance en Allemagne à une haine farouche contre la Russie. Quelques gros capitalistes et chefs militaires qui soutiennent ce mouvement prêchent la nécessité pour l'impérialisme allemand d'écraser la Russie, même si cela devait leur coûter une

seconde guerre dans l'avenir. La seule conquête de la Pologne par l'Allemagne ne pourrait pas affaiblir suffisamment la Russie au point de vue économique et militaire. Pour en finir, il faut arracher le plus gros morceau, il faut lui reprendre *manu militari* sa colonie la plus riche, les territoires situés au bord de la mer Noire, c'est-à-dire l'Ukraine, pour que la Russie cesse d'exister comme un grand Etat impérialiste. Les territoires ainsi « libérés » doivent constituer un Etat indépendant, où le capital allemand pourrait s'installer en maître. Il est vrai, certains prophètes de l'impérialisme, comme Kleinoff, éprouvent déjà dès aujourd'hui quelque crainte sur cet Etat. Ils croient à l'avance que le caractère national non défini de la haute société de l'Ukraine pourrait faire l'objet des lâches intrigues et des jalousies de ses puissants voisins. Mais les autres partisans de l'expansion, les plus agressifs et les plus énergiques, comme Rohrbach, prétendent voir dans l'absence de conscience nationale de la haute société ukrainienne un élément favorable à l'œuvre « civilisatrice » de l'Allemagne qui pourrait sans aucune récompense donner au bon peuple ukrainien « un prince européen, des écoles, des finances, des ingénieurs, des professeurs, des banquiers, des généraux et des ministres » (« Durch die Ukraine », voir journal *Hilfe*, N° 36, 1915).

Il va sans dire que la démocratie allemande n'est

rien dans cette sorte de « libération ». Les partisans ukrainiens de cette « œuvre civilisatrice » de l'Allemagne avaient déjà reproché à la social-démocratie allemande d'être indifférente au problème ukrainien et de renier toute la politique d'annexion. Il est vrai que la presse socialiste allemande a très peu discuté le problème ukrainien.

Cette attitude de la social-démocratie allemande, nous voulons dire de sa minorité, qui mène une campagne énergique contre l'impérialisme allemand, nous, socialistes de l'Ukraine russe, restés fidèles aux principes du socialisme révolutionnaire, nous ne pouvons que la louer. Considérer toute cette phraséologie vide de sens dans ses rapports logiques avec la politique annexionniste, révéler aux masses les véritables intentions des auteurs de la guerre, c'est faire une belle besogne socialiste. Et quand la minorité révolutionnaire de la social-démocratie allemande livre un combat sans merci à la clique pangermaniste des « libérateurs », et révèle leurs projets annexionnistes, elle prête alors son aide morale précieuse à la démocratie ukrainienne.

Si l'idée d'une conquête de la Galicie et de la Bukovine par la Russie paraît aux Ukrainiens plus dangereuse que l'annexion des territoires de l'Ukraine russe à l'Autriche (mais non à la Pologne) cela veut dire que dans la politique coloniale il y a des modes d'expansion très brutaux et d'autres

qui le sont moins, mais il est hors de doute que toute la politique d'expansion, quelle qu'elle soit, aboutit toujours à une brutalité. Elle commence par exporter dans le pays libéré « des princes européens, des ministres, des généraux et des banquiers », et finit par importer l'esclavage moderne de la population indigène. C'est pourquoi la démocratie des peuples opprimés doit s'opposer de toutes ses forces au jeu mensonger et hypocrite des apôtres du brigandage capitaliste, car ce jeu ne fait que changer le maître, ne peut résoudre les problèmes nationaux et est l'origine de nouvelles complications internationales et de nouveaux massacres.

Mais c'est avec une énergie toute particulière que nous avons le devoir de nous élever contre les menées démagogiques des hommes d'État européens qui cherchent à dissimuler leurs ambitions expansionnistes en promettant aux nationalités opprimées de leur accorder l'indépendance politique. A l'aide de ces promesses douteuses les politiciens bourgeois réussissent à tromper les masses populaires en leur faisant croire aux miracles que les armes ensanglantées préparent sur les champs de bataille de l'Europe. Malheureusement les peuples opprimés, obsédés par les souvenirs de leurs souffrances, prêtent facilement l'oreille aux promesses de ces mauvais bergers qui entendent régénérer les peuples par l'effet miraculeux de leurs

succès militaires. Les gens de bonne foi qui observèrent l'état d'esprit de la population polonaise, ukrainienne et autres au début de la guerre, sont d'accord pour affirmer que la croyance que l'heure de la libération nationale a sonné, a pris des proportions énormes chez les peuples opprimés et s'est traduite par un délire général et une sorte d'admiration devant les armes des États belligérants.

Sans doute, une grande part de la responsabilité de cette campagne odieuse de mystification incombe au mouvement national bourgeois des peuples opprimés. Nous avons déjà signalé les préférences de ce mouvement pour les intérêts immédiats, et tant qu'il s'est agi de profits à tirer pour la bourgeoisie capitaliste nationale. Si la démocratie entend conquérir par le réveil national de plus larges libertés politiques, si la classe ouvrière voit dans ce patrimoine de garanties constitutionnelles un germe précieux pour réaliser ses aspirations vers la justice sociale, la bourgeoisie, en contribuant à la régénération nationale, croit n'y voir qu'un moyen pour préparer son avènement politique et social et intensifier l'exploitation du travail. Pour la démocratie et la classe ouvrière le réveil national est un idéal noble et pur où elles puisent leur enthousiasme et leur énergie ; pour la bourgeoisie au contraire, la libération nationale est une affaire comme une autre, une entreprise qui pourrait apporter de jolis bénéfices. On

conçoit dès lors que les politiciens bourgeois, faute d'un idéal national, soient forcés d'avoir recours à la phraséologie démagogique pour tromper la vigilance des masses, pour détourner leur attention et pour trahir leurs aspirations nationales.

C'est cette décadence du mouvement national bourgeois qui explique la conduite des politiciens de l'Ukraine autrichienne qui, sans tenir compte du véritable état d'esprit de l'Ukraine russe demeurée étrangère à tous les projets séparatistes, ont allumé, dès le début de la guerre, au milieu du fracas, les torches de l'Ukraine indépendante, pour éclairer la route des armées autrichiennes vers Kiev. Mais si l'on regarde à la lumière d'un jugement objectif ce rite nationaliste, qui est comme un léger supplément au grand drame impérialiste, on comprendra que les promoteurs autrichiens de l'Ukraine indépendante ne luttent pas en réalité pour la cause de la libération des peuples ukrainiens, mais cherchent à allumer le feu de l'exploitation capitaliste allemande en Ukraine pour s'y chauffer.

Nous sommes tous d'accord pour que tout peuple organisé en état libre et indépendant dispose des plus grandes facilités pour son développement politique, économique et social. Mais pour que cette liberté et cette indépendance ne soient pas illusoires, à une époque où la démocratie joue un rôle si important, pour que cet état serve l'œuvre du pro-

grès social au sens large du mot, il faut que l'État indépendant résulte des efforts de la *nation elle-même*, de sa volonté, de son action. Les aspirations du peuple ukrainien vers la reconstitution de son propre État n'auraient une base solide que dans le cas où la nation ukrainienne se montrerait assez forte pour savoir profiter des circonstances, afin de porter un coup décisif *à la fois* à l'Autriche-Hongrie et à la Russie et être capable par ses propres efforts d'organiser l'Ukraine libre et indépendante. Dans ce cas la démocratie ukrainienne serait forcée d'engager une lutte désespérée non seulement contre la Quadruplice mais aussi contre les empires centraux, c'est-à-dire contre l'Europe entière.

On saisit de suite toute l'absurdité d'une pareille hypothèse. Il suffit de rappeler que pour entreprendre une telle action gigantesque, la démocratie ukrainienne aurait besoin d'une forte armée organisée d'après les méthodes modernes. Or, aucune nation opprimée n'est capable sous le régime des grandes puissances centralisées de créer sa propre armée sans s'organiser préalablement en un État. Et comme sans État l'armée nationale n'existe pas, il s'ensuit que l'indépendance nationale, tant rêvée par les peuples opprimés, ne paraît avoir aucune chance de se réaliser à l'heure où le monde capitaliste est organisé en colosse armé, poursuivant son but impérialiste. Toutes les tentatives pour faire

restaurer les mouvements nationaux séparatistes, aboutissent aujourd'hui à un échec plus ou moins avoué; elles sont condamnées à faire le jeu des grands États européens, elles perdent leur caractère démocratique et finissent par dégénérer en aventures douteuses.

On peut affirmer que le problème des guerres nationales, qui a tant agité l'Europe au cours du siècle passé et qui, à cette époque, était déjà lié à la politique impérialiste, est écarté de l'ordre du jour de la démocratie européenne par le XX<sup>e</sup> siècle et surtout par la guerre dont nous sommes témoins.

De sorte que si nous admettons comme point de départ que la guerre d'aujourd'hui ne peut pas résoudre le problème national, qu'au contraire, les annexions éventuelles seront l'origine et la source de nouvelles complications internationales; si nous acceptons cette idée que l'évolution des grands États capitalistes vers la centralisation de la puissance militaire exclut toute la possibilité du mouvement démocratique séparatiste, ayant pour but la reconstitution des nouveaux États nationaux; si nous laissons pour le moment le terrain de la guerre pour poser le problème national dans toute son étendue, nous arrivons alors à la conclusion que la solution de ce problème, *c'est la lutte pour l'entière démocratisation des États, en vue de contribuer aux conquêtes de la démocratie, une lutte pour la décen-*

*tralisation en vue de libérer les peuples opprimés, de rétablir un accord entre eux et de faire le chemin libre à la lutte des classes contre l'impérialisme et le militarisme.*

Sans doute, dans cette propagande de libération des peuples opprimés, nous ne pouvons pas ignorer que leur libération complète et leur accord définitif ne seront possibles que sous le régime socialiste où disparaîtra la base même de toute l'oppression nationale — la division de la société en classes. Mais cette propagande ne peut pas nous soustraire au devoir de lutter pour les réformes qui donneraient aux nationalités, sous le régime capitaliste, une garantie des plus sûres pour la liberté du développement national et contre de nouvelles annexions et des brigandages militaires.

C'est pourquoi nous croyons que l'Internationale socialiste doit se méfier surtout de l'*empire russe* qui a su jusqu'à nos jours conserver le régime le plus réactionnaire et qui avec son étendue immense et l'omnipotence de sa bureaucratie paraît être une véritable menace pour la démocratie européenne. C'est une erreur de croire que la chute du czarisme changera profondément la face politique de la Russie. Les tendances réactionnaires de la bourgeoisie russe d'une part, le faible développement de la classe ouvrière et la masse écrasante de la population paysanne de l'autre, ne peuvent pas

inspirer une réelle confiance dans l'avenir de la libération politique de l'empire russe. Si le centralisme français, créé sous l'ancien régime par le pouvoir royal, fut pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle un obstacle pour les révolutions victorieuses, il est d'autant plus dangereux de se faire des illusions sur le centralisme russe dont l'héritage politique sera recueilli après la chute du czarisme par la bourgeoisie russe. Il est hors de doute qu'elle ne l'affaiblira pas, mais au contraire c'est elle qui, par l'application des principes de la bureaucratie moderne, lui communiquera un nouvel essor en accroissant la base de sa puissance. Dans l'empire russe, peuplé par une centaine de différentes nationalités, la bourgeoisie russe trouvera un champ d'activité très étendu pour russifier toutes ces nationalités au moyen du centralisme. La politique russificatrice du czarisme s'est toujours heurtée au niveau bas de la culture générale de la Russie ; elle ne visait qu'une partie très restreinte de la population, étant donné que les moyens de civilisation dont dispose l'État russe sont très défectueux. C'est pourquoi le progrès que pourront réaliser la culture générale et l'instruction populaire en Russie libre, ouvrira à la bourgeoisie russe de nouveaux horizons pour la politique russificatrice ; la bourgeoisie démocratisera pour ainsi dire les méthodes d'assimilation, les fera pénétrer dans toutes les sphères de la vie en rendant l'oppression

nationale encore plus sensible et plus méthodique.

Il nous arrive souvent d'entendre dire que le chaos et la lutte des nationalités sont spéciaux à l'Autriche et pourtant, si l'on veut être juste, il faut reconnaître que le seul grand Etat, composé de différentes nationalités, qui ait su assurer de nos jours la plus large liberté de développement à ses peuples, c'est l'Autriche. Et si la Russie n'a pas été jusqu'à présent trop déchirée par les conflits nationaux, si, suivant les paroles du poète ukrainien Chevtchenko, « de la Moldavie à la Finlande tout en Russie fait silence, » c'est que ce silence est la conséquence exclusive de l'oppression du centralisme czariste, et que les nationalités en Russie, non organisées, inconscientes, sont pour ainsi dire à l'état moléculaire. Mais la conquête de la liberté en Russie ne manquera pas d'organiser les nationalités et de provoquer une lutte entre elles. Déjà la révolution russe, qui a permis aux peuples de la Russie de voir pour un instant le mirage de la liberté, a stimulé le développement de leur conscience nationale et de leurs mouvements nationaux. Or, quand l'heure de la libération politique aura sonné pour la Russie, les conflits nationaux de l'Autriche, entre sept petites nationalités, ne paraîtront qu'un jeu d'enfant en comparaison de la grande lutte qui aura lieu en Russie au lendemain de la chute du czarisme.

Bien que les moyens d'assimilation du czarisme soient très restreints, il a réussi néanmoins à préparer au cours des siècles un terrain favorable aux méthodes d'assimilation pour la bourgeoisie russe qui saura certainement utiliser le centralisme pour réchauffer les passions nationales et empoisonner toute la vie sociale. C'est cette lutte nationale dans l'empire russe qui poussera la bourgeoisie à la réalisation fiévreuse des grands projets impérialistes, car sa domination à l'extérieur fera accroître sa puissance à l'intérieur du pays. Il suffit de se rappeler la volupté de conquête manifestée au cours de cette guerre par les libéraux russes pour être sûr que la bourgeoisie, arrivée au pouvoir, saura pousser son militarisme jusqu'au bout et transformer la « grande Russie » fantastique en réalité vivante et horrible.

Si les milieux réactionnaires russes et allemands ne veulent pas éterniser le conflit et préfèrent tourner leur haine contre l'Angleterre, l'antagonisme entre l'impérialisme bourgeois allemand et russe deviendra toujours plus intense et menacera l'Europe de nouveaux conflits dans l'avenir.

Il faut que l'Internationale socialiste tienne compte de toutes ces considérations. Et si la première Internationale et toute la démocratie européenne ont considéré comme un devoir la libération polonaise du joug de *l'autocratie russe*, nous sommes

sûrs que la libération de l'Ukraine sera la parole de combat de la troisième Internationale, le mot d'ordre des prolétaires socialistes de l'Europe dans leur lutte *contre l'impérialisme russe*.

Les Ukrainiens forment une nation qui, en Russie, n'est dépassée en nombre que par les Russes. On conçoit dès lors pourquoi le gouvernement russe traite toutes les sociétés ou associations ukrainiennes qui se proposent de propager l'instruction parmi le peuple, comme des institutions contraires à l'ordre public et dangereuses pour l'unité de la Russie. On conçoit de même pourquoi les impérialistes allemands, désirant amener la Russie à sa perte, veulent séparer l'Ukraine de la Russie et envoyer « un prince européen » à Kiev. Il est hors de doute que la régénération nationale de l'Ukraine détruira l'unité « russe » et désorganisera la puissance impérialiste de l'empire. Et ce danger a été prévu avec une grande clairvoyance par les libéraux russes qui, faisant certaines concessions au mouvement ukrainien bourgeois sur le terrain de la culture, ont disputé aux Ukrainiens le droit d'émettre des prétentions politiques et ont soutenu la politique anti-ukrainienne du czarisme.

Nous avons déjà eu l'occasion de démontrer comment cette atmosphère de haine générale contre le mouvement ukrainien a affaibli celui-ci. La passivité et l'obéissance, chères à la bourgeoisie ukrainienne

durant la guerre, ont pénétré par la force des circonstances dans les masses populaires.

C'est pourquoi nous, social-démocrates ukrainiens de la Russie, nous nous adressons à la Conférence socialiste internationale en lui demandant de prendre en considération, au cours des débats sur la situation internationale et les conditions de la paix future, le problème ukrainien et de proclamer dans la motion de la Conférence la nécessité de la libération de l'Ukraine. Une telle déclaration des représentants du socialisme révolutionnaire sera non seulement un appui précieux pour toute notre propagande socialiste et antimilitariste dans la classe ouvrière ukrainienne, mais aussi l'expression de l'objectivité et de la justice suprême de la nouvelle Internationale. Quand le czarisme sera anéanti, quand le mouvement socialiste ukrainien fera son libre chemin dans l'Ukraine libérée du joug czariste, cet appui prêté aujourd'hui par la jeune Internationale socialiste au socialisme ukrainien servira toujours d'exemple, au monde ouvrier, de la solidarité internationale socialiste.

En résumé, nous demandons à la seconde Conférence Internationale :

**1. De faire appel à la classe ouvrière en faveur d'une lutte pour la libération des nations opprimées au moyen des actions révolutionnaires contre le centralisme des**

**grands Etats composés de différentes nationalités, et d'adresser cet appel aux prolétaires socialistes de la Russie en leur souhaitant le succès dans leur lutte contre le czarisme, ayant pour but la libération politique de la Russie et la conquête des droits démocratiques et autonomes pour les nations opprimées.**

**2. De protester contre les projets d'annexion de la Russie czariste sur l'Ukraine autrichienne (Galicie et Bukovine) parce que cette annexion aurait pour résultat la spoliation de toutes les libertés politiques et nationales de cette province et l'oppression plus intense de toute la nation ukrainienne. D'opposer aux projets du czarisme qui cherche à étouffer la régénération ukrainienne, la revendication de l'autonomie démocratique de l'Ukraine dans ses limites ethnographiques en Russie.**

Avec les salutations socialistes.

*Pour la rédaction du journal social-démocrate*

« Borotba »

L. RYBALKA.





# « *Borotba* »

(La lutte)

journal social-démocrate ukrainien

---

Adresse de la rédaction :

Monsieur *KOUZMA-LIAKHOZKY*,

(pour « *Borotba* »),

11, rue *Caroline*,

GENÈVE